

-7

**COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECERESSE DANS LE
SAHEL
(CILSS)**

**COMMISSION EUROPEENNE
(CE)**

**PROGRAMME REGIONAL
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC
PERMANENT POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE"
Phase III**

EQUIPE CENTRALE D'ANIMATION

**RAPPORT D'ACTIVITE 1996/1997
& PROGRAMME D'ACTIVITE 1997/1998**

Equipe Centrale d'Animation
Centre AGRHYMET
B.P. : 11011 - Niamey - NIGER

Février 1997

TABLE DES MATIERES

PARTIE A : RAPPORT D'ACTIVITES 1996/97	3
INTRODUCTION.....	4
I. LES TRAVAUX STATISTIQUES.....	4
1.1. ENQUETE SUIVI DES TROUPEAUX AU BURKINA FASO	4
1.2. ECHANTILLON.....	4
<i>1.2.1 Cap Vert.....</i>	<i>4</i>
<i>1.2.2 S/M bétail NIGER.....</i>	<i>4</i>
1.3 SUPERFICIE DES CULTURES ASSOCIEES	5
1.4 APPUI AU TRAITEMENT DES DONNEES	5
<i>1.4.1. Sénégal.....</i>	<i>5</i>
<i>1.4.2. Tchad</i>	<i>6</i>
1.5. EVALUATION DE L'ENQUETE AGRICOLE.....	6
II. ANALYSE/DIFFUSION ET GESTION DES BANQUES DE DONNEES	6
2.1. PUBLICATIONS	6
<i>2.1.1. Bilans céréaliers.....</i>	<i>6</i>
<i>2.1.2 Mission d'appui dans les pays.....</i>	<i>7</i>
<i>2.1.3 Communication.....</i>	<i>7</i>
2.2. LES BANQUES DE DONNEES.....	7
2.3. LES ETUDES.....	8
III. FORMATION.....	8
IV APPUIS TECHNIQUES GENERAUX	9
4.1. EVALUATION PRELIMINAIRE DES RECOLTES DE LA CAMPAGNE 96/97	9
4.2. PROGRAMMATION DES ACTIVITES DE LA CAMPAGNE 1997/98.....	9
4.3. APPUI A LA COORDINATION DES SYSTEMES D'INFORMATION SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS.....	9
V SUIVI DE L'EXECUTION DU PROJET.....	10
5.1. GESTION DES DEVIS	10
5.2. ACTIVITES	11
VI ACTIVITE DE COORDINATION	12
6.1. REUNION DE CONCERTATION TECHNIQUE.....	12
<i>6.1.1. Réunion de sensibilisation sur l'internalisation du Projet DIAPER III</i>	<i>12</i>
<i>6.1.2. Séminaire sur l'évaluation technique de l'enquête agricole</i>	<i>13</i>
<i>6.1.3. Réunion annuelle de concertation technique sur l'évaluation de la situation alimentaire</i>	<i>13</i>
<i>6.1.4. Réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel.....</i>	<i>13</i>
6.2. REUNION DU COMITE DIRECTEUR.....	14
<i>6.2.1. Organisation de la Réunion Ordinaire du Comité Directeur 1996</i>	<i>14</i>
<i>6.2.2. Réunion par fax du Comité Directeur</i>	<i>14</i>
<i>6.2.3. Autres activités de coordination.....</i>	<i>14</i>

VII GESTION DE L'ECA	14
PARTIE B : PROGRAMME D'ACTIVITES 1997/98	15
I. LES TRAVAUX STATISTIQUES.....	16
1.1. AMELIORATIONS METHODOLOGIQUES.....	16
1.2. TRAITEMENT DES DONNEES.....	17
1.3 FORMATION	17
1.4 APPUIS PONCTUELS DANS LES PAYS.....	17
II. ANALYSE ET DIFFUSION	18
2.1. AMELIORATION DES BILANS CEREALIERS	18
2.2. APPUI A L'HARMONISATION ET A REGULARITE DES PUBLICATIONS DANS LES ETATS.....	18
2.3. PUBLICATIONS REGIONALES	19
2.4. CENTRALE D'INFORMATION.....	19
<i>a) sur le plan opérationnel.....</i>	19
<i>b) sur le plan opérationnel.....</i>	19
III. FORMATION.....	19
IV. ACTIVITES D'APPUI TECHNIQUE GENERAUX.....	20
V. ACTIVITE DE SUIVI ET DE COORDINATION.....	20
5.1. SUIVI.....	20
5.2. COORDINATION.....	20
VI. COUT DU PROGRAMME	21
LISTE DES ANNEXES.....	24

PARTIE A : RAPPORT D'ACTIVITES 1996/97

INTRODUCTION

Ce rapport présente les activités de l'ECA pour la période de janvier 1996 à février 1997. Il s'articule autour des points suivants :

- les travaux statistiques,
- les travaux d'analyse et de diffusion,
- les appuis techniques,
- le suivi et la coordination.

I. LES TRAVAUX STATISTIQUES

1.1. Enquête suivi des troupeaux au Burkina Faso

Cette activité qui a démarré en fin 1995 s'est poursuivie au cours du 1er trimestre 1996. Le consultant national retenu pour cette étude a soumis un rapport provisoire qui a été discuté en février à Ouagadougou.

Le rapport définitif est disponible à la DSAP et à l'ECA. Il décrit la méthodologie proposée et les coûts de l'enquête.

1.2. Echantillon

1.2.1 Cap Vert

La mise à jour de la base de sondage a consisté en un dénombrement exhaustif des exploitations agricoles de toutes les îles agricoles: Fogo, Sao Nicolau, Sao Antao, Santiago, Brava, Maïo, Boa Vista.

Les opérations de collecte se sont déroulées en juin et juillet 1996 suivant la méthodologie définie par l'ECA. L'essentiel de l'appui technique a été apporté par la mission de consultation de la FAO destinée aux cultures irriguées dans les îles de Santiago et Santo Antao pour lesquelles la nouvelle base de sondage est disponible^(*).

1.2.2 SIM bétail NIGER

Il était prévu de faire une étude sur les séries des prix des 55 marchés suivis afin de réduire l'échantillon de marchés aux seuls marchés représentatifs dans le sens des objectifs de l'enquête. Une telle étude s'est avérée difficile compte tenu :

1. Des difficultés pour la reconstitution des fichiers,
2. Du format des fichiers reconstitués (Paradox) non conforme aux logiciels d'analyse utilisés.

^(*) Actualização base de sondagem - dados das ilhas de SANTIAGO/SANTO ANTAO

Ainsi, en lieu et place d'une analyse de la série des prix des 55 marchés, à partir de la connaissance que les responsables de l'enquête ont des différents marchés, un choix raisonné a été fait pour ramener le nombre de marchés suivis de 55 à 25.

1.3 Superficie des cultures associées

Cette activité fait suite au constat relatif à la multiplicité des pratiques dans la répartition de la superficie des parcelles comportant une culture principale et une culture secondaire :

1. la superficie de la parcelle est comptée deux fois: elle est simultanément octroyée à la culture principale et à la culture secondaire, on parle alors de *superficies développées*: la somme des superficies cultivées par culture est supérieure à la superficie totale cultivée, mais la somme des superficies par culture est égale à la superficie totale cultivée,
2. la superficie de la parcelle n'est comptée que pour la seule culture principale, on parle alors de *superficies physiques*: les superficies par culture sont plutôt sous-estimées.
3. la superficie de la parcelle est repartie entre les deux cultures suivant une proportion fixée systématiquement à 1 pour les *cultures principales* et 0,5 pour les *cultures secondaires*: la superficie totale cultivée est surestimée,
4. la superficie de la parcelle est *repartie équitablement entre les deux cultures*, la somme de la superficie des cultures est égale à la superficie totale cultivée,

La méthode des densités a été testée pour servir de solution non biaisée à cette répartition: cette méthode se propose de faire l'allocation de la superficie d'une parcelle entre ses différentes cultures en utilisant pour chaque culture le rapport qu'il y a entre sa densité en culture pure et sa densité en cultures associées. Cependant, les simulations faites sur les données du Niger et du Burkina-Faso ont conduit à des conclusions très controversées qui ne permettent pas de retenir cette méthode. En conclusion, si les superficies (qui du reste ne constituent pas un objectif de l'enquête telle que conçue) doivent être publiées elles seront faites en considérant:

- i) la superficie totale cultivée,
- ii) la superficie des cultures pures,
- iii) la superficie des différentes associations.

1.4 Appui au traitement des données

1.4.1. Sénégal

Il avait été prévu de saisir intégralement les questionnaires 1995/1996 et de produire les résultats à partir de cette saisie. L'opération devrait être suivie de près par l'ECA (au besoin) pour tenir compte de l'attention particulière que nécessite le passage d'un traitement manuel à un traitement informatisé.

En dépit de cette recommandation et malgré les demandes répétées de l'ECA, le traitement des données définitives de l'enquête 1995/96 est resté manuel et rien n'indique qu'il n'en sera pas ainsi pour les résultats définitifs de l'enquête 1996/97 comme il en a d'ailleurs été pour les résultats prévisionnels.

1.4.2. Tchad

L'extension de l'enquête agricole à la zone sahélienne a été effective au cours de cette campagne. Cependant, les données de la zone sahélienne, eu égard à certaines difficultés liées à des contraintes matérielles, n'ont pas été intégrées dans la prévision des récoltes. Toutefois, dans le traitement des données définitives, il est prévu d'intégrer les données de la zone sahélienne. Une assistance de l'ECA pour parachever cette intégration du dispositif est encore nécessaire.

1.5. Evaluation de l'enquête agricole

Une évaluation technique de l'enquête agricole dans tous les pays a été réalisé par deux consultants en juin et juillet 1996. Cette évaluation a été suivi d'un séminaire de présentation des résultats préliminaire en septembre à Bamako. Les rapports définitifs viennent d'être publiés. Les conclusions des rapports indiquent en général :

- que la précision des données au niveau national est satisfaisante avec des marges d'erreur de 2 à 10 %
- la précision est encore acceptable au 1er niveau subnational pour les principales cultures avec des marges d'erreur variant de 5 à 20 % en fonction des pays.

Les principales recommandations portent sur :

- l'amélioration de l'estimation des superficies en cultures associées ;
- l'utilisation judicieuse des coefficients d'extrapolation dans les calculs ;
- l'amélioration et/ou la mise en place des chaînes de traitement et l'archivage des données.

II. ANALYSE/DIFFUSION ET GESTION DES BANQUES DE DONNEES

2.1. Publications

2.1.1. Bilans céréaliers

a) campagne 1994/95 et 1995/96

Comme par le passé, l'ECA a publié en novembre 1995 les principaux documents sur la situation alimentaire des pays du CILSS. Il s'agit :

- du bilan céréalier ex-post 1994/95 ;
- et du bilan céréalier prévisionnel 1995/96.

Compte tenu de la situation alimentaire préoccupante cette année dans plusieurs pays, une publication sur la situation alimentaire à mi-parcours du bilan prévisionnel 1995/96 a été faite en avril 1996.

Ces documents ont été distribués en 300 exemplaires chacun dans les pays et notamment :

- lors de la réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel, tenue en novembre 1995 à Niamey ;

- et à la réunion en avril 1996 des ministres de l'agriculture des pays du CILSS et du secrétariat du Club du Sahel. Une des principales conclusions de cette réunion a été le lancement d'un appel à l'aide de 70.000 tonnes de céréales en faveur du Burkina Faso (10.000 t) du Niger (50.000 t) et du Tchad (10.000 t).

b) campagne 1995/96 et 1996/97

Les bilans céréaliers ex post 1995/96 et prévisionnel 1996/97 ont été publiés en novembre 1996. Ils ont été publiés en 500 exemplaires chacun et diffusés dans les états et auprès de diverses institutions.

Ils ont été présentés à la Réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel le 28 et 29 novembre 1996 à Rome.

2.1.2 Mission d'appui dans les pays

L'analyste a conduit en janvier 1997 une mission d'appui au Sénégal à la demande de ce pays. Ceci a permis de mettre à la disposition de la Division des Statistiques Agricoles (DISA) une maquette de publication de l'annuaire et du bulletin trimestriel de statistiques agricoles.

2.1.3 Communication

Suite aux fréquentes discussions sur l'établissement des besoins de consommation en céréale, l'ECA a présenté lors de la réunion CILSS/Club du Sahel sur la coordination des systèmes d'information en septembre 1996 à Dakar une communication sur les normes de consommation officielle. Ce document s'intéresse aux méthodes d'évaluation de la consommation céréalière dans les bilans, l'origine et la base de calcul des normes de consommation officielle et leur comparaison avec les consommations apparentes.

2.2. Les banques de données

Une mission d'appui a été organisée en Guinée Bissau, au Mali et au Niger. Cette mission visait :

- le diagnostic des centrales d'information ;
- l'appui à la collecte de données et la mise à jour de la banque de donnée au Niger ;
- l'appui à l'archivage des données en Guinée Bissau.

Les résultats de cette mission ont permis aussi d'améliorer les termes de référence des études sur la centrale d'information et le cadre d'analyse.

2.3. Les études

Les deux études prévues ont été lancées en août 1996. Il s'agit de :

- l'étude sur l'élaboration du cadre d'analyse
- et de l'étude devant procéder au bilan diagnostic et de l'audit informatique des centrales d'information.

Trois rapports ont été produits par les consultants. Ils viennent d'être adoptés (janvier 1997) à Ouagadougou. Ces rapports traitent :

- du cadre d'analyse et de publication des informations sur la sécurité alimentaire ;
- du bilan/diagnostic des centrales d'information dans les pays ;
- de l'audit informatique du programme de la banque de donnée.

Un programme de travail sur les publications et la relance des centrales d'information a été arrêté (cf. partie B programmation).

III. FORMATION

Suite au retard dans le processus de mise en oeuvre de ce programme, son chronogramme a été révisé. Il s'étale de novembre 1996 à Novembre 1998 soit un décalage d'un an. Pour les formations prévues en 1997, le CESD a déjà procédé au recrutement des formateurs et les modules sont en cours d'élaboration. La formation qui était prévue à partir de novembre 1996 a été réalisée. Elle s'est déroulée en deux phases :

- formation des formateurs : cette session s'est déroulée au centre AGRHYMET du 18 au 29 novembre et a concerné 16 personnes (2 par pays dont un formateur principal et un assistant). Elle a été assurée par un consultant du bureau d'étude Planistat Europe assisté du statisticien de l'ECA.

- formation sur le terrain : elle s'est déroulée dans la deuxième quinzaine de février 1997 dans les pays. Elle a intéressé 222 contrôleurs d'enquêtes agricoles. Cette formation débouchera sur la mise à disposition aux états des documents suivants :

- * un livret du formateur et du stagiaire (2 livrets) pour la répétition de ces formations ;
- * un manuel du contrôleur pour l'enquête agricole.

IV APPUIS TECHNIQUES GENERAUX

En sus des activités d'appui technique spécifique conduites par le statisticien et l'analyste dans certains pays (voir chapitre I et II ci-dessus), l'ECA a conduit dans tous les pays des missions d'appui pour l'évaluation préliminaire des récoltes, la programmation des activités de la campagne 1997/98 et la coordination des systèmes d'information au Niger, au Sénégal et au Tchad.

4.1. Evaluation préliminaire des récoltes de la campagne 96/97

Des missions conjointes CILSS/FAO ont été conduites du 15 octobre au 02 novembre 1996 dans tous les pays par 3 groupes d'experts comprenant un membre de l'ECA, un du programme AGRHYMET et un expert de la FAO. Elles ont aidé les pays pour la prévision des récoltes et la collecte de données pour l'établissement des bilans céréaliers.

4.2. Programmation des activités de la campagne 1997/98

Les missions d'évaluation/programmation de la quatrième année du projet ont été conduites du 03 au 22 décembre 1996 et du 05 au 18 janvier 1997 par le Coordonnateur et le statisticien de l'ECA. Ils ont été assistés par deux consultants du CESD Communautaire.

Cette assistance a permis dans chaque pays :

- d'évaluer l'exécution du programme 1996/97 ;
- de définir les activités de la campagne 97/98 et les budgets ;
- de prévoir les besoins en équipement et de fonctionnement des animations locales ;
- de sensibiliser les autorités sur l'internalisation du projet.

Les rapports de ces missions seront présentés au comité directeur en mars 1997.

4.3. Appui à la coordination des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire dans les pays

Afin d'améliorer la coordination entre leurs dispositifs d'information. Le Niger, le Sénégal et le Tchad ont organisé des réunions pour réfléchir sur les mécanismes de coordination de ces dispositifs. Ces réunions appuyées par le programme majeur information du CILSS et le Club du Sahel se sont déroulées :

- les 18 et 19 janvier pour le Niger,
- les 25 et 26 juillet pour le Sénégal,
- les 15 et 16 août pour le Tchad.

La participation de l'ECA à travers le Coordonnateur a été centrée sur l'animation des réflexions vers un système d'information intégré à même d'assurer trois principales fonctions :

- la régularité dans la production à temps d'information fiable ;
- l'analyse des données pour la prise de décision
- et la gestion des données.

Pour ce faire, les actions ci-dessous ont été définies :

- dynamiser les composantes nationales pour assurer l'harmonisation des méthodes de collecte et développer les synergies nécessaires entre dispositif de collecte ;
- renforcer ou créer des cellules d'analyse chargés de la centralisation, de l'analyse, de la diffusion et de l'archivage des données. Ces cellules devront être à même de conduire des études concernant la sécurité alimentaire et servir de pont entre les producteurs et les utilisateurs d'information notamment le comité de sécurité alimentaire. Elles pourraient jouer également à terme le rôle d'animation des composantes nationales.
- la recherche de financements nationaux pour assurer une production régulière des données et éviter les interruptions liées à la fin des projets.

Ces ateliers nationaux constituent la suite logique du séminaire de mai 1996 à Dakar sur l'internalisation du projet.

V SUIVI DE L'EXECUTION DU PROJET

5.1. Gestion des devis

Les tableau en annexe 1 et 2 donnent la situation des D.P. et leur financement. Le budget d'investissement reste la source principale de financement de la contrepartie nationale.

Les devis-programmes ont été engagés dans tous les pays mais avec beaucoup de retard au Niger, en Guinée Bissau et en Mauritanie.

La principale difficulté au Niger tout comme en Guinée Bissau est le non respect à temps de la conditionnalité de prise en charge des frais de collecte par les états. Le devis-programme du Niger a été réaménagé et engagé en octobre au vu du niveau de financement assuré par l'état et de l'état d'avancement des enquêtes. Pour la Guinée Bissau, les fonds ont été débloqués en décembre au vu des activités réalisées et au versement par l'Etat de la première tranche de sa contribution.

Pour la Mauritanie, le retard est lié aux besoins de justification des dépenses du D.P. 95/96 au regard des résultats d'activités. Le devis n'a été engagé qu'en août suite aux résultats de la mission du Directeur Général d'AGRHYMET et du Coordonnateur et d'une consultation par fax du comité directeur organisée en juin 1996.

Les délais de mobilisation des fonds se sont nettement améliorés sauf au Tchad où jusqu'en octobre, les fonds n'étaient pas disponible. Dans ce pays, les activités ont démarré comme par le passé grâce à des préfinancements sur les devis précédents. Ce retard dans la mise en place des fonds a perturbé non seulement le déroulement des activités d'enquête mais aussi le fonctionnement des animations locales. En effet, l'enquête agricole au Niger en Mauritanie, au Tchad et en Guinée Bissau a démarré tardivement et a souffert de l'insuffisance des contrôles et de la supervision.

Le SIM bétail du Niger et le SIM céréale en Guinée Bissau ont pratiquement vu leurs activités paralysées.

Les animateurs locaux et secrétaires comptables ont connu des cessations de paiement de salaire pendant des périodes plus ou moins longues. Une révision de la procédure actuelle d'engagement des devis doit être envisagée pour éviter ce genre de situation.

5.2. Activités

Comme signalé ci-dessus, les activités prévues sont en cours sur le terrain malgré les difficultés financières dans certains pays. Les données sur les prévisions ont été publiées en octobre dans tous les pays.

Les résultats définitifs de l'enquête agricole 1995/96 ont été disponibles en mars au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal, au Tchad et au Cap Vert. Au Mali, ils n'ont été disponibles qu'en septembre. En Mauritanie et en Guinée Bissau, les résultats ne sont pas disponibles.

Concernant les délais de diffusion, seul le Sénégal a diffusé ces résultats à temps. La diffusion dans les autres pays n'est intervenue qu'en octobre 1996. La qualité des publications est bonne dans la plupart des pays.

Le tableau n° 2 en annexe fait le point des publications réalisées dans les pays.

Concernant les SIM (céréale et bétail), les publications hebdomadaires et mensuelles ont été en général régulières excepté au Niger (SIM bétail) et en Guinée Bissau (SIM céréale).

Des publications d'annuaire statistique ou d'étude sur les marchés céréaliers ont été faites dans certains pays.

VI Activité de coordination

6.1. Réunion de concertation technique

Trois (3) réunions de concertation technique ont été organisées :

6.1.1. Réunion de sensibilisation sur l'internalisation du Projet DIAPER III

Cette réunion a eu lieu à Dakar du 27 au 31 mai 1996. Elle a regroupé :

- les animateurs locaux et trois (3) représentants par pays des structures suivantes : composante nationale, comité de sécurité alimentaire, ordonnateurs nationaux ;
- le secrétariat exécutif du CILSS : conseiller en sécurité alimentaire et secrétaire exécutif ;
- le Programme Majeur Information : Directeur Général AGRHYMET, Chef de Programme Majeur et les membres l'ECA/DIAPER ;
- deux représentants de l'Union Européenne : Chef Section Statistique à Abidjan et un membre de l'unité d'évaluation.

Cette réunion a permis de constater la volonté des Etats pour la prise en charge du dispositif. Celle-ci se traduit par :

- la participation effective des Etats au financement de la collecte ;
- et la mise à disposition du personnel et des véhicules pour les enquêtes.

Les principales contraintes à l'internalisation sont :

- les difficultés financières des Etats, actuellement sous ajustement structurel ;
- la vétusté et l'insuffisance des véhicules pour les activités de collecte ;
- le faible niveau de formation du personnel dans certains domaines ;
- le coût élevé des enquêtes notamment l'enquête agricole.

Afin de lever ces contraintes, les solutions suivantes ont été proposées :

- réduction des coûts de l'enquête par l'allégement de la méthodologie de collecte ;
- mise en oeuvre effective du programme de formation ;
- appui de la Commission Européenne pour l'achat de véhicule et renouvellement éventuel de l'équipement existant d'ici la fin du projet pour accompagner davantage les Etats dans le processus d'internalisation ;
- rationalisation des dispositifs d'enquête dans les pays par un choix judicieux des informations à collecter et une meilleure coordination entre dispositifs pour développer davantage les synergies nécessaires.
- la valorisation des données par la mise en place ou le renforcement de cellules d'analyse.

Le séminaire a permis également d'examiner le projet de termes de référence pour l'évaluation à mi-parcours du projet. Ces termes de référence ont été amendés et adoptés. Cette évaluation a démarré fin janvier et se poursuivra jusqu'en avril 1997.

6.1.2. Séminaire sur l'évaluation technique de l'enquête agricole

Ce séminaire a été organisé du 23 au 27 septembre 1996 à Bamako. Il a regroupé les animateurs locaux, les responsables nationaux de statistiques agricoles et les représentants des comités de sécurité alimentaire. Il a été animé par deux consultants externes, le chargé de projet au CESD Communautaire et le statisticien de l'ECA. Les principales conclusions du séminaire sont consignées dans le rapport et sont résumée au paragraphe 1.5. ci-dessus.

6.1.3. Réunion annuelle de concertation technique sur l'évaluation de la situation alimentaire.

Elle a eu lieu du 04 au 08 novembre 1996 à Niamey. Elle a connu la participation des animateurs locaux, des représentants des composantes nationales et des comités de sécurité alimentaire de chaque pays. Cette réunion dont le compte rendu a été diffusé dans les états a porté sur :

- l'examen de la situation alimentaire dans les pays et la région (bilan ex-post et prévisionnel) ;
- la révision du calendrier de formation ;
- l'examen de la question des normes de consommation de la collecte des données sur les importations et les exportations de céréales ;
- l'examen de l'exécution des devis 96/97 et la préparation des missions d'évaluation/programmation.

6.1.4. Réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel

Le réseau s'est réuni à Rome les 28 et 29 novembre 1996 afin d'examiner la situation alimentaire dans la région. Les bilans céréaliers (ex-post 95/96 et prévisionnel 96/97) ont été présentés par le coordonnateur et l'analyste du projet. Les participants ont souhaités voir DIAPER passer du bilan céréalier au bilan alimentaire. Compte tenu des difficultés d'une telle opération (collecte, analyste) ; elle ne peut être réalisée sans évaluation. L'ECA examinera la faisabilité de ce bilan au cours de la prochaine campagne (cf. partie B ci-dessous)..

6.2. Réunion du Comité Directeur

6.2.1. Organisation de la Réunion Ordinaire du Comité Directeur 1996

Le comité directeur pour la campagne 1996/97 s'est réuni à Ouagadougou du 11 au 13 mars 1996. Il a examiné les rapports d'activité 1995/96 et approuvé les programmes d'activités et les budgets pour la campagne. Les conclusions de cette réunion ainsi que les recommandations ont été diffusées dans les pays mi-mars.

Les principales opérations retenues sont l'enquête agricole, les systèmes d'information sur les marchés céréaliers et du bétail. Un accent particulier a été placé sur la diffusion pour une meilleure utilisation des données. Le budget de cette rubrique est passé de 5000 à 10000 ECU pour tous les pays.

Le budget total pour la campagne y compris celui de l'ECA est de 1198087 ECU soit 778.756.000 FCFA. Les frais d'opération de collecte seront couverts à 40 % par les Etats et 60 % sur budget FED. Le tableau 3 en annexe fait le point par pays.

6.2.2. Réunion par fax du Comité Directeur

Une réunion par fax du Comité Directeur a été organisé en juin pour examiner les possibilités de levée de suspension du devis-programme de la Mauritanie. Le support à cette réunion a été le rapport de mission effectuée en avril par le Directeur Général d'AGRHYMET et le Coordonnateur du Projet.

Elle a abouti à la levée de suspension et à l'engagement du devis-programme. Le SIM céréale reste néanmoins suspendu.

6.2.3. Autres activités de coordination

L'ECA a participé tout au long de la période aux différentes réunions de direction du Centre AGRHYMET et de concertation autour des activités du programme majeur information.

Elle a également pris part en septembre à Dakar à la réunion régionale CILSS/Club du Sahel sur la coordination des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire au Sahel. L'analyste du projet y a fait une communication sur les normes de consommation céréalière.

VII Gestion de l'ECA

La gestion administrative et financière de l'ECA a été assurée tout au long de la période en rapport avec l'Ordonnateur Régional Délégué et la Délégation de la Commission Européenne au Niger.

Le devis-programme 1996/97 a été signé en fin mars et la première dotation effectuée en mai. Son taux d'exécution au 25 février est évaluée à 64 %. Le tableau n° 4 en annexe donne la répartition de ce taux par rubrique.

PARTIE B : PROGRAMME D'ACTIVITES 1997/98

Le programme d'activité de l'ECA pour la campagne 1997/98 s'articule autour des axes suivants :

- les travaux statistiques,
- les travaux d'analyse et de diffusion,
- la formation,
- les appuis techniques généraux,
- le suivi et la coordination.

I. LES TRAVAUX STATISTIQUES

1.1. Améliorations méthodologiques

Les évaluations régulières faites sur les dispositifs de l'enquête agricole (missions de prévision des récoltes, missions d'évaluation/programmation) ont permis de détecter plusieurs lacunes pour lesquelles les solutions proposées ont rarement fait l'objet d'application. Ceci est dû malheureusement au fait que ces problèmes méthodologiques ont toujours été relégués au second plan, en effet:

- au cours des missions de prévision des récoltes l'aspect fondamental est l'obtention d'un chiffre de production prévisionnelle, peu importent les réserves verbales faites sur les défaillances du dispositif;
- au cours des missions d'évaluation/programmation, les propositions d'amélioration méthodologiques consignées dans les rapports font rarement l'objet de lecture encore moins d'application.

C'est par rapport à ces insuffisances (perceptibles d'ailleurs dès les premières années) que l'étude sur l'évaluation de l'enquête agricole a été commanditée et ce, dans le but d'avoir un document de travail sur les améliorations méthodologiques à proposer. Ainsi, l'objectif assigné à cette étude était de faire le diagnostic des dispositifs et de faire éventuellement des propositions d'amélioration. La présentation de cette évaluation a été faite au séminaire de Bamako.

Le séminaire de Bamako a permis de présenter à chaque pays les limites de son dispositif ainsi que le fonctionnement des dispositifs des autres pays et, par la suite de permettre de comprendre les différences qui existent entre les différents dispositifs tant au niveau de la collecte qu'au niveau du traitement des données.

Au-delà des harmonisations qui s'imposent à l'ensemble des dispositifs, il ressort une nécessité d'écrire un document méthodologique cadre sur l'enquête et de redéfinir pour chaque pays une méthodologie adéquate (taille de l'échantillon, plan de sondage, questionnaire, méthodes d'estimation) par une capitalisation des conclusions de toutes les évaluations. Pays par pays un document méthodologique sera élaboré et testé ou adopté (selon les cas), afin de porter éventuellement des éléments correctifs au cours de la campagne 1998/99.

1.2. Traitement des données

En principe le traitement des données devrait être informatisé dans tous les pays. En réalité, cette informatisation, si elle ne rencontre plus de problème matériel reste encore confrontée à de nombreuses contraintes dont la résolution définitive n'est ni dans l'installation des logiciels adéquats ni dans la formation. Ces contraintes sont entre autres:

- la non existence d'une chaîne de traitement documentée: caractérisée par la non conformité entre les procédures appliquées par l'agent chargé du traitement et les procédures correctes;
- la non existence d'un programme saisie-contrôle: caractérisée par des phases d'apurement très longues, fastidieux et généralement mal faits.

Pour remédier à ces difficultés, après l'adoption de la méthodologie et des questionnaires à administrés, un programme complet de traitement documenté sera élaboré dans tous les pays par un consultant national (dans la mesure du possible). Les termes de référence des travaux sont joints en annexe.

1.3 Formation

Les formations statistiques se poursuivront avec les modules "Techniques de sondage" et "Traitement informatique des enquêtes". Le contenu des modules sera évalué par le statisticien pour adoption avant le début de la formation. En plus le statisticien sera chargé de la supervision de ces formations.

1.4 Appuis ponctuels dans les pays

Les appuis ponctuels se feront à la demande des pays. Cependant, deux appuis sont déjà prévus :

- au Cap-Vert : exploitation des données du recensement des exploitations agricoles pour constituer la nouvelle base de sondage et tirage de l'échantillon de l'enquête agricole 97/98 ;
- au Tchad : évaluation de l'intégration de la zone sahélienne à l'enquête agricole et rédéfinition d'une méthodologie globale.

II. ANALYSE ET DIFFUSION

2.1. Amélioration des bilans céréaliers

Suite aux nombreuses sollicitations des utilisateurs notamment ceux au sein du Club du Sahel, il est prévu de conduire une étude sommaire sur la faisabilité d'un bilan alimentaire. Cette étude se fera sur base documentaire et sera centrée sur :

- la qualité des données disponibles sur les produits de consommation ;
- les postes du bilan alimentaire et les indicateurs de mesure ;
- les ajustements à faire pour passer du bilan céréalier au bilan alimentaire (collecte et analyse des données, présentation, etc...).

2.2. Appui à l'harmonisation et à régularité des publications dans les états

Cette activité est la suite logique de l'étude menée en août 1996 sur les analyses/diffusion et de l'atelier prévu en avril 1997 à Ouagadougou.

Il s'agit de renforcer la capacité de publication des états. Les actions à entreprendre sont :

a) le renforcement des cellules d'analyses par :

- la mise à disposition de 2 à 3 cadres chargés des analyses dans chaque pays,
- l'équipement informatique,
- la formation du personnel (cf volet formation ci-dessous),
- l'appui au lancement des activités des cellules d'analyse à travers des ateliers nationaux regroupant les principaux producteurs d'information (membre des composantes nationales). Ces ateliers seront animés par le Coordonnateur et l'Analyste.

b) la fourniture de maquette permettant de réaliser les publications suivantes par :

- les cellules
 - * un bulletin trimestriel sur la situation alimentaire,
 - * un bulletin annuel,
 - * un bulletin annuel d'analyse prospective,
- les SIM
 - * un bulletin mensuel d'analyse des marchés de céréales et du bétail,
- la centrale d'information.
 - * un annuaire sur les statistiques agricoles.

2.3. Publications régionales

Les prévisions en matière de publication sont :

- l'analyse de la situation alimentaire à mi-parcours (fin-avril 1997) du bilan prévisionnel 1997/98 ;
- les bilans céréaliers ex-post 96/97 et prévisionnel 97/98 en novembre 1997 ;
- l'annuaire des statistiques agricoles des pays du CILSS.

2.4. Centrale d'information

Les activités prévues visent la fonctionnalité des centrales d'information dans les pays et à l'ECA. Ces actions sont :

a) sur le plan opérationnel

- la correction des imperfections informatiques du logiciel,
- l'élaboration des modules non accessibles (tableaux, variables calculées, répertoire documentaire, etc...)
- l'élaboration des manuels de l'utilisateur.

b) sur le plan opérationnel

- le transfert et l'installation du logiciel renouvelé dans les pays et à l'ECA,
- la mise à jour des fichiers.

Les activités informatiques découlent des conclusions de l'audit informatique réalisé en août 1996. Elles seront réalisées par des consultants. Les termes de référence des travaux et les coûts figurent en annexe.

Le transfert du logiciel et la mise à jour des fichiers incomberont à l'ECA et aux animateurs locaux.

III. FORMATION

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de formation, les sessions suivantes sont prévues :

1. technique de sondage en mai 1997 pour 16 personnes,
2. traitement et analyse statistique des données en juin 1997 pour 16 personnes,

3. analyse socio-économique :
- * module 1 : août-septembre 1997 (24 personnes)
 - * module 2 : mars 1998 (24 personnes).

Ces formations se dérouleront au Centre AGRHYMET.

IV. ACTIVITES D'APPUI TECHNIQUE GENERAUX

En sus des activités d'appui spécifique prévues en statistiques et en analyse/diffusion, les activités suivantes sont prévues dans tous les états :

- évaluation préliminaire des récoltes de la campagne 1997/98,
- évaluation des activités de la campagne 1997/98 et programmation des activités 1998/99.

La première activité concernent tous les membres de l'ECA tandis que la seconde ne concerne que le statisticien et le coordonnateur.

V. ACTIVITE DE SUIVI ET DE COORDINATION

5.1. Suivi

Il sera entrepris dans tous les pays un suivi permettant :

- d'évaluer l'exécution du programme technique et financier,
- de sensibiliser les principaux acteurs du dispositif (composante nationale, CSA, autorités) sur son fonctionnement et son internalisation.

Un rapport trimestriel d'exécution du projet est prévu au niveau régional et au niveau national.

5.2. Coordination

Les activités spécifiques de coordination porteront sur :

- a) l'organisation d'une réunion de concertation technique en novembre 1997 sur l'évaluation de la situation alimentaire prévisionnelle 1997/98. Cette réunion sera organisée à Niamey et regroupera trois (3) délégués par pays dont les animateurs locaux.

- b) la participation à la réunion annuelle du réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel qui se tiendra en novembre 1997 à Paris.
Le coordonnateur et l'analyste y présenteront les résultats de la campagne (bilans céréaliers).
- c) la participation aux activités du programme majeur information, aux réunions de direction du centre AGRHYMET et autres instances de concertation du CILSS.
- c) l'organisation de la réunion du Comité Directeur de 1998

VI. COUT DU PROGRAMME

Le coût total du programme, des équipements et du fonctionnement de l'ECA est évalué à 179.730.000 FCFA (273.454 ECU). Le détail de ces coûts figure dans le tableau ci-joint.

BUDGET ECA, campagne 1997/98

	COUTS (FCFA)
I. SALAIRES ET CHARGES SOCIALES	46.865.000
1.1. Personnel cadres (1 Coordonnateur, 1 Statisticien, 1 Analyste)	33.960.000
- salaire : 2.740.000 F x 12 mois	
- charges sociales : 30.000 F/pers./mois	
1.2. Personnel d'appui (1 Comptable, 1 Secrétaire, 1 Chauffeur)	9.345.000
- salaire : 649.000 F x 12 mois	
- charges sociales : 20 % du salaire	
1.3. Assurances santé (280.000 F x 6 personnes)	1.680.000
1.4. Prestation de service d'appui aux travaux de secrétariat	350.000
1.5. Transport sur pays d'origine (1 A/R, 2 familles)	1.530.000
Coordonnateur (7 billets) : 90.000 F x 7	
Statisticien (5 billets) : 180.000 F x 5	
II. MISSIONS TERRAIN (APPUI, SUIVI, COORDINATION)	33.890.000
2.1. Mission ECA	29.670.000
2.1.1. Frais de mission	16.670.000
* zone CFA : 151 j x 50.000 F	
* zone hors CFA : 131 j x 60.000 F	
* Europe : 14 j x 90.000 F	
2.1.2. Frais de transport (billets)	13.000.000
* Afrique : 22 billets x 500.000 F	
* Europe : 2 billets x 1.000.000 F	
2.2. Mission Centre AGRHYMET et Secrétariat Exécutif CILSS	4.220.000
2.2.1. Frais de mission AGRHYMET	1.610.000
* Zone CFA : 7 j x 60.000 F (DG)	
* Zone hors CFA: 8 j x 70.000 F (DG)	
* Europe : 7 j x 90.000 F (cadre)	
2.2.2. Participation Secrétariat Exécutif au C.D.	510.000
* cadre : 6 j x 50.000 F	
* chauffeur : 6 j x 35.000 F	
2.2.3. Frais de transport	2.100.000
* Afrique : 2 billets x 500.000 F	
* Europe : 1 billet x 1.000.000 F	
* carburant participant au C.D. : 100.000 F	
III. TRAVAUX D'ETUDE	46.200.000
3.1. Amélioration du logiciel CENTRIF	17.000.000
3.2 Amélioration du traitement informatique des données de l'enquête agricole	29.200.000

BUDGET ECA, campagne 1997/98 (suite)

	COUTS (FCFA)
IV. REUNIONS DE CONCERTATION TECHNIQUES	<u>18.450.000</u>
Réunions de concertation techniques et de validation des résultats prévisionnels de campagne	18.450.000
Perdiem : 21 pers x 7j x 50.000 F	7.350.000
Billets : 500.000 F x 21	10.500.000
Frais d'organisation : 600.000 F	600.000
V. DIFFUSION	<u>7.000.000</u>
VI. FORMATION	PM
VII. FONCTIONNEMENT	<u>23.965.000</u>
7.1. ECA	14.965.000
- maintenance et pièces de recharge (photocopieur matériel télécommunication, matériel informatique)	960.000
- carburant	2.000.000
- entretien et réparation 3 véhicules (lubrifiant, pièces de recharge et main d'oeuvre)	3.500.000
- assurance véhicules : 75.000 F x 3 véh.	225.000
- Entretien locaux	300.000
- fournitures de bureau (consommables pour fonctionnement, diffusion, formation) : 150.000 F x 12 mois	2.000.000
- frais de communication (téléphone, fax, poste)	4.000.000
- fourniture eau et électricité : 165.000 F x 12 mois	1.980.000
7.2. Prestations du Centre AGRHYMET	9.000.000
* gardiennage, entretien locaux, assistance informatique	5.400.000
* fonctionnement utilisation salles de formation, réunion, imprimerie)	3.600.000
VIII EQUIPEMENT	3.360.000
- photocopieur (1)	3.200.000
- fauteuil de bureau (1)	160.000
TOTAL GENERAL	<u>179.730.000 FCFA</u>

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Budget 1996/97 comparé aux budgets 94/95 & 95/96

Annexe 2 : Situation des financements du D.P. 96/97

Annexe 3 : Publications réalisées en 1996

Annexe 4 : Etat d'exécution financière du D.P. 96/97 de l'ECA

Annexe 5 : Terme de référence pour l'élaboration des programmes de saisie et de traitements

Annexe 6 : Terme de référence pour l'amélioration du logiciel CENTRIF

ANNEXE 1: TABLEAU COMPARATIF DES BUDGETS (ANNEE 1, ANNEE 2 et ANNEE 3)

PAYS/ECA	ANNEE 1						ANNEE 2						ANNEE 3		
	COLLECTE	EQUIPEMENT			ANIMATION	TOTAL	COLLECTE	EQUIPEMENT			ANIMATION	TOTAL	COLLECTE	EQUIPEMENT	
		2 roues	Informel.	Total				2 roues	Informel.	Total				2 roues	Informel.
Burkina Faso	98 865 (1)		9 848	9 848	27 294	136 007	44 870	3 919	8 000	11 919	21 331	78 120	56 636		5 386
Cap Vert	39 965	12 303	8 000	20 303	21 336	81 604	73 383	4 000	8 000	12 000	17 689	103 072	53 164 (3)	58 436	4 996
Guinée Bissau	66 330	16 600		16 600	30 577	113 507	36 017		8 000	8 000	19 999	64 017	36 201		8 314
Mali	85 889	45 355	5 796	51 151	31 767	168 807	78 404	38 278	8 000	46 278	24 553	149 234	83 780		2 308 (4)
Mauritanie	64 243	29 137	8 417	37 554	17 242	119 039	46 239	20 000	8 000	28 000	18 234	92 473	30 706		29 016
Niger	68 124	15 970	23 782	39 752	20 862	128 738	85 646	28 000	8 000	36 000	19 210	140 857	64 425	32 316	4 463
Sénégal	58 106		9 432	9 432	35 627	103 165	65 929	54 682	3 986 (2)	58 668	32 058	156 656	69 182	24 006	8 281 (5)
Tchad	79 733	33 251	4 696	37 947	16 394	134 074	85 817	1 519	911	2 430	26 776	115 023	86 508	39 240	10 464
Total Pays	561 255	152 616	69 971	222 587	201 099	984 940	516 305	150 398	52 897	203 295	179 849	899 452	480 602	191 327	35 898
ECA						180 164							203 329		
TOTAL GENERAL	561 255	152 616	69 971	222 587	201 099	1 185 104	516 305	150 398	52 897	203 295	179 849	1 102 781	480 602	191 327	35 898

(1) Dont 37 878 eeu pour les opérations d'échantillon non utilisés

(2) Dont Dont 1.555 eeu pour Divers

(3) Dont 26 055 pour la mise à jour de la base de sondage

(4) Divers

(5) Dont 5.203 eeu de Divers

Annexe 2 : ETAT DE FINANCEMENT DU DEVIS PROGRAMME 96/97

PAYS	DATE DE SIGNATURE DU DEVIS-PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT CONTRIBUTION ETAT	MOBILISATION FONDS F.E.D. (oui/non)	MOBILISATION CONTRIBUTION ETAT oui/non	
				CREDIT COMPTE DIAPER	REGLEMENT DIRECT DES FACTURES PAR L'ETAT
BURKINA FASO	mai 1996	budget d'investissement	oui	oui	
CAP VERT	mai 1996	budget d'investissement	oui	non	oui
GUINEE BISSAU	08 août 1996	budget d'Etat	oui	non	non
MALI	avril 1996	budget spécial d'investi.	oui	-	oui
MAURITANIE	1er août 1996	budget de contrepartie	oui	-	oui
NIGER	10 octobre 1996	budget d'investissement	oui	-	oui
SENEGAL	24 juin 1996	budget de contrepartie	oui	oui	-
TCHAD	18 juin 1996	budget d'investissement	oui (1)	oui	non

(1) préfinancement sur D.P. 95/96

ANNEXE 3: SITUATION DES PUBLICATIONS CAMPAGNE 1996/97

Pays	Titre de la publication	Date de publication	Nombre exemplaires
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> - Résultat de l'enquête agricole permanente 1995/96 - Bulletin mensuel de suivi de la situation alimentaire - Bulletin hebdomadaire du SIM céréales - Bulletin mensuel d'information sur le marché céréalier - Bulletin semestriel d'information sur le marché céréalier - Annuaire des prix des céréales-Année 1995 - Enquête sur les prix des céréales dans l'ouest et le nord du Burkina Faso - Performances de l'agriculture 1984-1994 	<ul style="list-style-type: none"> Août 1996 Juin 1996 Chaque vendredi Août et septembre 1996 Août 1996 Avril 1996 Février 1996 	<ul style="list-style-type: none"> 300 100 100 100 100 200 100
Cap Vert	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats de l'enquête agricole - Prix hebdomadiers 	<ul style="list-style-type: none"> Octobre 1995 Juillet 1996 	<ul style="list-style-type: none"> - -
Guinée Bissau	<ul style="list-style-type: none"> - Bilan campagne 1995/96 et perspectives campagne 1996/97 (bilans céréaliers ex-post et prévisionnel) 	<ul style="list-style-type: none"> Novembre 1996 	<ul style="list-style-type: none"> -
Mali	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête agricole de conjoncture campagne 1995/96, Résultats définitifs - Bilan campagne 1995/96 et perspectives campagne 1996/97 (bilans céréaliers ex-post et prévisionnel) - Annuaire statistique du bétail et de la viande 1994 - Cours du bétail et de la viande - Synthèse des rapports des contrôleurs des foires et marchés à bétail - Rapport mensuel sur les marchés du bétail 	<ul style="list-style-type: none"> Août 1996 Novembre 1996 Septembre 1996 Hebdomadaire Mensuelle 	<ul style="list-style-type: none"> 205 200 120 10 et radio 20 20

ANNEXE 3: SITUATION DES PUBLICATIONS CAMPAGNE 1996/97 (suite)

Mauritanie	- Résultats prévisionnels de la campagne agricole 1996/97 - Résultats définitifs de la campagne 1994/95	Décembre 1996 Juillet 1995	100 100
Niger	- Evaluation de la campagne agricole et prévisions de récoltes 1996/97 - Résultats définitifs de la campagne 1995/96 - Bulletin mensuel SIM céréales - Bulletin semestriel SIM céréales - Annuaire des prix des céréales - Bulletin mensuel d'information SIM bétail	Novembre 1996 Avril 1996 Chaque mois Chaque semestre Avril 1996 Septembre 1996	200 300 120 100 200 50
Sénégal	-Prévision de récoltes de la campagne agricole 1995/96 -Résultats définitifs de la campagne agricole 1995/96 -Statistiques départementales par principales cultures de 1960 à 1994. - Rapport hebdomadaire SIM céréales - Rapport mensuel sur les prix des céréales locales et des légumineuses - Rapport annuel SIM céréales - Suivi des marchés à bétail	Novembre 1995 Avril 1996 Mars 1995 Chaque jeudi Chaque mois Juin de chaque année Chaque mois	200 600 200 15 80 80 150
Tchad	- Résultats définitifs 1995/96 - Annuaire statistique 1994 - Résultats prévisionnels 1996/97 - Bulletin hebdomadaire SIM céréales - Bulletin mensuel SIM céréales - Annuaire statistique SIM céréales - Agenda publicitaire SIM céréales - Bulletin hebdomadaire SIM bétail - Bulletin mensuel SIM bétail	Octobre 1996 Mars 1996 Novembre 1996 - Le 20 de chaque mois Janvier 1997 A la radio chaque mardi Chaque mois	- - - A la demande - - 3 langues 25
ECA	-Situation alimentaire au 30/04/96 - Situation alimentaire céréalière ex post 1995/96 - Situation alimentaire prévisionnelle 1996/97 - Normes de consommation céréalières dans les pays du CLSS	Avril 1996 Novembre 1996 Novembre 1996 Septembre 1996	300 500 500 100

Annexe 4 : DEVIS PROGRAMME 96/97 de l'ECA

Etat d'exécution financière au 25.02.97

INTITULE	PREVISIONS	DEPENSES	TAUX D'EXECUTION
I. Salaires et charges sociales	46.091.000	35.407.387	76,82
II. Missions terrain	33.240.000	21.103.369	63,49
III. Réunions de concertation technique	70.160.000	36.977.504	52,70
IV. Diffusion & prestation résultat	5.000.000	3.245.090	65
V. Formation	PM	PM	PM
VI. Fonctionnement	19.265.000	14.372.268	74,60
TOTAL	173.756.000	111.105.618	64 %

ANNEXE 5

ELABORATION DE PROGRAMMES DE SAISIE ET DE TRAITEMENT

Termes de référence

Contexte général

En principe le traitement des données devrait être informatisé dans tous les pays. En réalité, cette informatisation, si elle ne rencontre plus de problème matériel reste encore confrontée à de nombreuses contraintes dont la résolution immédiate et définitive n'est ni dans l'installation des logiciels adéquats ni dans la formation. Ces contraintes sont entre autres:

- la non existence d'une chaîne de traitement documentée: caractérisée par la non conformité entre les procédures appliquées par l'agent chargé du traitement et les procédures correctes;
- la non existence d'un programme saisie-contrôle: caractérisée par des phases d'apurement très longues, fastidieux et généralement mal faits.

Pour remédier à ces difficultés, après l'adoption de la méthodologie et des questionnaires à administrés, un programme complet de traitement documenté sera élaboré dans tous les pays par un consultant national (dans la mesure du possible).

Contenu de l'étude

L'étude prévue pour une durée d'un mois s'articulera selon les points suivants:

Description des procédures de calcul des différents estimateurs:

- les totaux: superficie, production (dans certains cas), population,....
- les moyennes les proportions et les pourcentages: rendements,....
- les combinaisons d'estimateurs: cas de la production dans les dispositifs actuels.

Description des procédures d'apurement

Définition de la chaîne de traitement

Elaboration des programmes:

- programmes de saisie/contrôle;
- programmes de tabulation.

Afin d'éviter des manipulations hasardeuses sur les programmes ceux-ci doivent être compilés pour que seuls les programmes exécutables soient utilisés.

Profil du consultant

Le consultant doit avoir une formation en statistique ou en informatique avec une solide expérience dans le traitement des enquêtes.

Coût de l'étude

Honoraires (75000F/jourx30joursx8)	: 18.000.000 F
Transport (*) (500.000Fx4)	: 2.000.000 F
Perdiem (*) (50.000Fx30joursx4pays)	: 6.000.000 F
Frais de secrétariat et de reproduction des manuels et documents(**):	3.200.000 F
Total	29.200.000 F

(*) Pour les pays où le consultant peut ne pas être sur place (Cap Vert, Guinée Bissau, Niger, Tchad)
(**) à raison de 400.000 Fcfpa par pays

ANNEXE 6: TERMES DE REFERENCE POUR L'AMELIORATION DU LOGICIEL CENTRINF.

Contexte

L'audit informatique et l'évaluation des centrales ont montré que le logiciel CENTRINF souffre de plusieurs imperfections. Le diagnostic a conclu que 67 fichiers sont défaillants et ne remplissent pas la fonction de base pour laquelle ils ont été conçus, 20 fichiers sont imparfaits et nécessitent des améliorations. Le tableau ci-dessous fait le point de tous les fichiers affectés.

Fichiers défaillants	Nombre	Fichiers imparfaits	Nombre
DPDBMJ2	1	DPDBMJ01 à DPDBMJ11	11
DPDBL01 à DPDBL48	48	DPDBGE1 à DPDBGE5	5
DPDBIMP	1	DPEEMJ11	1
DPDBEXP	1	DPEEGE2 à DPEEGE4	3
DPDBSD	1		
DBED2A, DBED2AE, DBED2AP, DBED2B, DBED2BE, DBED2BP	6		
DBED3A, DBED3A1, DBED3A2, DBED3A21, DBED3B, DBED3BC, DBED3C1, DBED3C2, DBED3C21	9		
Total	67		20

Par ailleurs certains modules comme la tabulation, les variables calculées et le répertoire documentaire sont inaccessibles dans le programme actuel.

Contenu de l'étude

- Correction des imperfections informatiques de la centrale
- Elaboration des modules non accessibles (tableaux, variables calculées, répertoire documentaire ect..);
- Révision et élaboration des manuels d'utilisation (guides de référence et d'exploitation)
- Transfert du logiciel CENTRINF rénové à l'ECA

Modalités d'exécution.

La durée totale de l'étude est de 4 mois répartis comme suit:

- 30 jours à L'ECA de briefing, de débriefing et de vérification de la fonctionnalité du logiciel.
- 60 jours de correction et amélioration des fichiers.
- 30 jours de rédaction des manuels.

Le démarrage est prévu pour début juin 1997. Les activités seront effectuées au niveau régional sous forme d'une consultation dont la durée est estimée à 5 hommes mois. Un informaticien spécialiste de DBASE conduira pendant 4 mois, les travaux de correction des programmes du logiciel. Il sera assisté par un statisticien pendant 1 mois pour le contrôle de cohérence des outputs du logiciel notamment les tableaux et l'élaboration des manuels.

Profil des consultants

Les consultants (informaticien et statisticien) doivent être des cadres de haut niveau ayant une expérience prouvée en matière de programmation de système de gestion des bases de données particulièrement DBASE et maîtrisant le logiciel CENTRINF de la centrale d'information mise au point par DIAPER.

Coût de l'étude.

Le coût total s'élève à 17.000.000 frs répartis comme suit:

- Honoraires consultants	11.250.000
- Transport	1.500.000
- Perdiems (50.000 frs *30 jours)	1.500.000
- Frais de secrétariat et de reproduction des manuels	2.000.000
- Achat Clipper et anti virus	750.000
Total	17.000.000